



21 septembre 2026

À l'attention de :

Représentants permanents et observateurs permanents auprès des Nations Unies à New York,
Secrétariat, organismes et programmes des Nations Unies,

Vos Excellences, éminents représentants des États membres de l'ONU,

Nous espérons que cette lettre vous trouvera en bonne santé. Alors que l'Assemblée générale commence une nouvelle session, nous vous écrivons pour exhorter votre pays à prendre l'initiative et à soutenir les mesures visant à mettre en œuvre l'accord du « Compromis de Séville » afin de « lancer un processus intergouvernemental au sein des Nations unies, en vue de formuler des recommandations pour remplir les lacunes de l'architecture de la dette et d'étudier les options permettant d'assurer la viabilité de la dette » (paragraphe 50.f).

En 2025, les pays en développement ont consacré, en moyenne, 19 % de leurs recettes au service de la dette extérieure — plus de 45 % si l'on inclut à la fois le service de la dette intérieure et celui de la dette extérieure —, ce qui a réduit les budgets nécessaires à la santé, à l'éducation, à la protection sociale et à l'action climatique, entre autres priorités. Le rapport 2025 de la CNUCED, intitulé « [Un monde endetté](#) », souligne que plus de 3,4 milliards de personnes vivent dans des pays qui consacrent davantage de dépenses au remboursement de la dette plutôt que dans les services publics essentiels tels que la santé ou l'éducation. Ces coupes budgétaires touchent de manière disproportionnée les femmes et les filles, qui assument une part disproportionnée des responsabilités liées aux soins non rémunérés.

Selon le [PNUD](#), lorsqu'un pays passe d'un niveau modéré à un niveau élevé de service de la dette, 6,3 % des femmes perdent leur emploi et la mortalité maternelle augmente de 32,5 %. Les effets de la guerre au Moyen-Orient et l'aggravation des impacts climatiques — notamment face à l'imminence d'un « super El Niño » — risquent d'accroître l'ampleur et l'urgence des vulnérabilités liées à la dette.

Bien qu'il existe des mécanismes de restructuration de la dette, ceux-ci se sont révélés incapables d'offrir un allègement de la dette fiable, ordonné, suffisant, opportun et global. Comme l'a souligné l'année dernière le [Groupe d'experts sur la dette du Secrétaire général de l'ONU](#), les trois quarts des pays que le FMI classe comme surendettés ou présentant un risque élevé de le devenir sont restés dans cette situation depuis 2018.

De nombreux pays évitent les négociations de restructuration de la dette ou le défaut de paiement en privilégiant le remboursement de la dette au détriment de la réalisation des ODD ou de leurs obligations en matière de droits humains. Ce n'est pas la voie que devraient suivre les pays débiteurs, car cela a un coût élevé pour le progrès du développement. À long terme, cela s'avère être un piège même pour les créanciers, car les pays qui s'écartent de la voie du développement ne connaîtront pas de croissance et, en fin de compte, ne pourront pas rembourser leurs dettes.

Nous sommes fermement convaincus que l'accord conclu lors de la quatrième Conférence sur le financement du développement, qui s'est tenue à Séville, offre l'occasion de débattre de cette lacune et d'autres lacunes importantes dans l'architecture financière internationale.

Tous les pays disposent d'institutions nationales de faillite, car c'est la solution la plus sensée pour l'économie dans son ensemble, sans distinction entre créanciers et débiteurs. Dans le même ordre d'idées, tous les pays tireraient profit d'une architecture mondiale de la dette démocratique et fondée sur des règles, offrant des solutions opportunes, justes et durables aux pays confrontés à des dettes insoutenables et illégitimes.

Les contribuables, les consommateurs, les travailleurs, les entreprises, les investisseurs particuliers et les résidents des pays créanciers, ainsi que le système économique et financier mondial, tireraient autant profit des réformes visant à mettre en place une architecture de la dette plus juste et mieux organisée que les pays débiteurs.

Nous sommes préoccupés par le fait que certains États membres se soient distanciés du paragraphe 50.f, alors même qu'ils avaient fermement défendu l'inclusion du texte reprenant le paragraphe adopté; ces mêmes États membres insistent aujourd'hui sur l'intégrité du « Compromis de Séville », qu'ils ont voté dans son intégralité. Nous demandons à ces États membres de reconsidérer leur opposition et de considérer le point 50.f pour ce qu'il est : le fondement d'un processus inclusif et ouvert visant à débattre des caractéristiques fondamentales du système financier et de la dette tels qu'ils existent aujourd'hui, loin des instances dominées par les créanciers.

Nous vous remercions par avance de bien vouloir prendre en considération cette demande.

Signé par

Civil Society Financing for Development Mechanism

Global

ActionAid International

Global

Center for Economic and Social Rights

Global

Caritas Internationalis

Vatican City State

Global Social Justice

Global

Global Call to Action Against Poverty (GCAP)

Global

International Network for Economic, Social and Cultural Rights- ESCR-Net

Global

Make Mothers Matter

International

Oil Change International	International
Oxfam	Global
Partners In Health	International
RIPESS (Intercontinental Network for the Promotion of Social Solidarity Economy)	International
Save the Children	International
Society for International Development	International
Tax Justice Network	International
Third World Network	International

Regional

African Forum and Network on Debt and Development (AFRODAD)	Africa
African Women's Development and Communications Network (FEMNET)	Africa
European Network on Debt and Development (Eurodad)	Europe
Global Policy Forum Europe	Europe
Greenpeace Africa	Africa
Red Latinoamericana y del Caribe por Justicia Económica, Social y Climática (LATINDADD)	Latin America
MenaFem Movement for Economic Development and Ecological Justice	SWANA

National

GMAF Grupo de Mujeres de la Argentina Foro de VIH Mujeres y Familia	Argentina
Koordinierungsstelle der Österreichischen Bischofskonferenz für internationale Zusammenarbeit und Weltkirche (KOO)	Austria
Candid Concepts Development	Bahamas
McGill Youth Advisory Delegation	Canada
PFIAD (Plate Forme d'Information et d'Action sur la Dette)	Cameroon
Youth and Environment Europe	Czechia
SEDRA	Chile
Action pour les Femmes et Enfants Marginalisés AFEMA-RDC	DR Congo
Organisation Paysanne pour le Développement Durable	DR Congo
ASSO (Association for Agricultural, Educational and Health Development of Manono)	DR Congo
Syndicat Chrétien des Travailleurs du Congo	DR Congo
Center for Egyptian Women Legal Assistance	Egypt
CCFD-Terre Solidaire	France
erlassjahr.de - Entwicklung braucht Entschuldung e.V.	Germany
German NGO Forum on Environment & Development	Germany
Friends of the Earth Hungary	Hungary
Japan NGO Center for International Cooperation (JANIC)	Japan
Dibeen For Environmental Development	Jordan
Kisumu Social Rights Association (KISORA)	Kenya

The Kenya Human Rights Commission	Kenya
Barwaqa Relief Organization	Kenya
Medical Impact	Mexico
Noble Delta Women for Peace and Development Intl	Nigeria
Quest For Growth and Development Foundation	Nigeria
Debt Justice Norway	Norway
ISIZIBA Community Based Organizations of South Africa	South Africa
Asociación de Investigación y Especialización sobre TEMas Iberoamericanos (AIETI)	Spain
Coordinadora Andaluza de ONGD (CAONGD)	Spain
COORDINADORA VALENCIANA DE ONGD	Spain
Entreculturas	Spain
La Coordinadora de Organizaciones para el Desarrollo	Spain
Free Trade Union Development Centre	Sri Lanka
NAFSO	Sri Lanka
ACTION 237-SUISSE	Suisse
Act Church of Sweden	Sweden
SAHRiNGON Tanzania Chapter	Tanzania
NGO: ADET	Togo
Observatoire Tunisien de l'Economie	Tunisia
Africa Freedom of Information Centre (AFIC)	Uganda
Disability People's Forum	Uganda
Debt Justice UK	United Kingdom
Treatment Action Group (TAG)	United States
Feminist Task Force (FTF) & Women's Working Group on FfD	United States
Institute of the Blessed Virgin Mary – Loretto Generalate	United States
Global Ecovillage Network	United States
Jubilee USA	United States
The Society for Children Orphaned By AIDS Inc. (SOCOBA)	United States
ANERT	Uruguay